

D'autres hausses du carburant au Maroc ne sont pas exclues

02/07/2008

C'est, selon toute vraisemblance, le début d'une série noire. Et cela commence avec cette décision devenue effective mardi 1er juillet à minuit d'augmenter d'un dirham le prix du gasoil 350 et du super sans plomb partout dans le pays. Une majoration brutale qui a pris de cours les consommateurs qui s'attendaient plutôt à une augmentation de quelques centimes.

Depuis hier matin donc, les clients du gasoil 350 et du super sans plomb ont vu le coût de leur plein croître de près de 10%. L'Etat a également privé les industriels d'une partie de leur subvention sur le fuel industriel. Résultat : la tonne coûte aujourd'hui 500 DH plus cher.

Les utilisateurs de gasoil ont, eux, été épargnés. Aussi, les professionnels du transport en commun, du transport des voyageurs et des marchandises ne vont subir aucun déséquilibre dans leurs finances. En attendant, c'est donc le grand public qui trinque. Et la pilule passe difficilement puisque le gouvernement s'est toujours montré rassurant, et ce jusqu'à la dernière minute. En gros, les officiels concernés affirmaient : «La caisse de compensation sera là pour contenir l'inflation, elle sera renflouée et elle continuera à remplir son rôle.»

Mais voilà que cette fameuse caisse de compensation commence à montrer des signes d'essoufflement. Mais attention, cela ne veut pas dire que la caisse cessera de subventionner le carburant. Elle le fera désormais à moindre dose. Nizar Baraka, ministre chargé des Affaires économiques et générales précise ainsi «qu'au lieu de subventionner le super sans plomb à 3,90 DH et le gasoil 350 à 3,40DH, la caisse ne subventionnera plus qu'à hauteur de 2,90 et 2,40DH». Le client final paye donc le dirham de différence.

Les industriels, eux, passeront d'une subvention de 92% à 75%, «ce qui ne va rien enlever à leur compétitivité», signale d'emblée Nizar Baraka puisque sous d'autres cieux les industriels payent le carburant au prix fort. Le ministre insiste d'ailleurs sur l'évolution de la subvention des industriels qui n'était que de 2% (!) en septembre 2006. Une manière pour le ministre d'étouffer (par anticipation) la colère des professionnels.

Reste à répondre à une question essentielle : pourquoi le gouvernement a-t-il décidé d'une hausse aussi brutale (1 DH d'un coup) ? Là aussi, Nizar Baraka explique que «cela nous ramène simplement aux niveaux des prix de 2006». Soit avant les baisses que les prix ont connues fin 2006 et début 2007. Augmenter les prix d'un dirham est également une manière «de stabiliser les prix pendant une certaine période et éviter d'imposer des petites hausses successives». Mais Baraka reste lucide : cette «période» peut se limiter à quelques mois, voire à quelques semaines. De nouvelles hausses sont donc à prévoir. Il faut dire que la conjoncture internationale n'épargne aucun Etat dans le monde. Le prix du baril a atteint 145 dollars et les observateurs ne voient aucun ralentissement de la tendance haussière à l'horizon. Les producteurs du pétrole le crient d'ailleurs sur tous les toits, à partir de 2009, il faudra compter sur les tarifs qui tournent autour de 200 dollars ! La caisse de compensation renflouée

Les prix du pétrole flambent Et le Maroc et sa pauvre caisse de compensation dans tout cela ? Selon le ministre des affaires économiques et générales, la caisse va dépenser quelques 30 milliards de DH de subvention au pétrole d'ici fin 2008. On en a déjà consommé 16 milliards. Cela dépasse largement les prévisions de la loi de finances dont les prévisions initiales n'ont pu finalement couvrir que le premier semestre 2008. Où la caisse est-elle donc allée chercher l'argent ? Baraka parie d'une importante cagnotte fiscale inattendue que l'Etat a pu gagner et qui va servir à soutenir la caisse. Mais selon le ministre, la hausse imposée depuis hier n'a pas pour seule origine la flambée des prix à l'international ni l'amaigrissement de la



caisse de compensation. «Tout cela est à placer dans un contexte macroéconomique", développe Nizar Baraka. «Le budget de la compensation, s'il n'est pas maîtrisé, va dépasser le budget de l'investissement. Or il est primordial pour l'Etat de continuer à investir pourvu que l'inflation soit contenue. Et le cadre macroéconomique n'est pas menacé, il est stable, malgré les dernières dispositions», conclut-il.

Ichrak Moubsit

Source: Le Soir Echos

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=economie&id=1767>